



Parliamentarians for Global Action
Parlamentarios para la Acción Global
Action Mondiale des Parlementaires
برلمانيون من أجل التحرك العالمي



National Assembly
of Belize

42^{ÈME} FORUM ANNUEL DE L'ACTION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES (PGA)



1^{ÈRE} JOURNÉE :
16 DÉCEMBRE 2021

Un antidote contre
l'autoritarisme :
Les Parlementaires
comme champions des
principes et institutions
démocratiques



8h – 11:30h (EST)



L'ÉVÈNEMENT SE
DÉROULERA EN LIGNE
ET EST ORGANISÉ EN
COOPÉRATION AVEC LE
PARLEMENT DU BELIZE



[INSCRIVEZ-VOUS ICI](#)



[CAMPAGNE POUR
LE RENOUVEAU
DÉMOCRATIQUE ET LES
DROITS DE L'HOMME](#)

Les années 2020 et 2021 ont été caractérisées par la crise mondiale provoquée par la pandémie de la COVID-19. Les gouvernements ont pris des mesures d'urgence au nom de la sécurité sanitaire afin de limiter la propagation du virus. Ces mesures ont entraîné des violations des droits humains (y compris des droits civils et politiques) qui ont notamment eu pour conséquence de provoquer une discrimination et une oppression supplémentaires envers les populations vulnérables. Ces mesures ont également contribué à l'érosion des principes et institutions démocratiques et à la montée de l'autoritarisme.

À l'échelle mondiale, la démocratie est en déclin. Cette tendance est aggravée par la dangereuse montée de la désinformation, le démantèlement des mécanismes de protection de la liberté de presse, incluant l'instrumentalisation des médias dans le but d'attaquer des individus ou des groupes perçus comme une menace, et la diminution de l'indépendance du pouvoir judiciaire. Dans certaines régions, les régimes autoritaires ont gagné du terrain dans l'arène politique en gouvernant les populations par la peur, ce qui a contribué à la radicalisation du paysage politique. Dans un même temps, les médias sociaux ont fondamentalement modifié la nature du discours public et la manière dont les informations sont partagées entre les citoyens et leur gouvernement ; les gouvernements autoritaires ont également tiré parti de l'utilisation des plateformes de médias sociaux pour diffuser de la désinformation et de la propagande. Il est dès lors primordial d'assurer la liberté des médias afin de garantir que les populations soient informées et, par conséquent, puissent agir pour protéger leurs droits fondamentaux ainsi que leurs droits civils et politiques.

Malgré les nombreux reculs, les parlementaires jouent un rôle clé dans la protection de la démocratie et des droits humains. En tant que représentants du peuple, les législateurs peuvent résister aux attaques contre la démocratie, façonner les programmes nationaux, résister aux incursions de l'Exécutif et travailler avec la société civile pour préserver les espaces civiques et politiques, même si ceux-ci sont également mis en danger dans le contexte du recul de la démocratie. La démocratie est une forme de gouvernance résiliente et doit être soutenue par tous.

Ce Forum annuel est rendu possible grâce au :

Stewart R. Mott Foundation, Sida - Swedish International Development Cooperation Agency,



Support spécifique de la campagne :





JOUR 1 – 16 DÉCEMBRE 2021



8h00-8h15 – SESSION D'OUVERTURE

HON. VALERIE WOODS

Présidente de la Chambre des représentants du Belize

**MME MARGARETA CEDERFELT MP
(SUÈDE)**

Présidente de PGA ; Présidente, Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)



8h15-8h25 - DISCOURS PAR

PROF. THOMAS CAROTHERS

Chaire Harvey V. Fineberg pour les études démocratiques, vice-président principal pour les études, Carnegie Endowment for International Peace

Résultats du Sommet des États-Unis pour la démocratie et le rôle de la représentation du genre pour la prévention de la répression des femmes et des filles



8h25-8h30 - PHOTOGRAPHIE DE GROUPE

8h30-9h40 - PANEL I. LA COVID-19 ET LA MONTÉE DE L'AUTORITARISME DANS LE MONDE

MODÉRATRICE : HON. KASTHURI PATTO, MP (MALAISIE)

Distingués intervenants :

M. CLÉMENT NYALETSOSSI VOULE

Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH);

PRÉSENTATION VIDÉO

Chercheur, Académie de Genève de droit international; Conseiller principal, Service international pour les droits de l'Homme (SIDH)

Violations des droits civils et politiques : Qu'a fait le système des Nations Unies pour sensibiliser et limiter leur effet sur la démocratie et les populations vulnérables ?

**HON. ESTHER CUESTA, MP
(ÉQUATEUR)**

*Présidente, Groupe parlementaire pour les droits des personnes à la mobilité humaine de l'Assemblée nationale ;
Présidente, Groupe national de PGA en Équateur*

Témoignage sur la situation en Équateur et sur les attaques à l'encontre des femmes parlementaires et des défenseurs des droits des femmes

DR. TOM DALY

Directeur adjoint de l'École de gouvernance de l'Université de Melbourne, Directeur de Democratic Decay & Renewal (DEM-DEC) et de COVID-DEM

La récession du leadership américain et européen a-t-elle affaibli les démocraties et enhardi les régimes « autocratiques » ?

**HON. ANITA VANDENBELD, MP
(CANADA)**

Membres de la Chambre des communes, Membre fondatrice de l'Équipe parlementaire de réponse rapide de PGA (EPRR)

Les plateformes de médias sociaux sont devenues un outil pour les gouvernements, les groupes d'intérêt et les individus pour diffuser de la propagande, inciter à la violence, et compromettre l'intégrité des processus électoraux. Quel est l'impact sur les démocraties libérales établies et sur les régimes qui se dirigent vers la démocratie ? Quels sont les outils disponibles pour prévenir et limiter les dommages ?



**9h20-9h30 – BRÈVE SÉANCE DE COMMENTAIRES,
QUESTIONS ET RÉPONSES MODÉRÉE PAR HON. KASTHURI PATTO**

9h40-11h00 - PANEL II. LE RÔLE DES LÉGISLATEURS DANS LA RECONQUÊTE DE LEUR ESPACE DÉMOCRATIQUE EN TANT QUE BRANCHE DU GOUVERNEMENT REPRÉSENTANT LE PEUPLE

- *Le Code Parlementaire Mondial de Conduite Démocratique*
- *Le Guide parlementaire pour le renouveau démocratique de PGA*
- *Exemples de réformes législatives susceptibles d'insuffler de la force et de la résilience au fonctionnement indépendant des autorités judiciaires et du ministère public, afin de garantir que l'État de droit constitue la défense la plus solide contre les attaques visant la démocratie.*

**MODÉRATRICE : HON. ROZAINA ADAM, MP (MALDIVES) ;
MEMBRE FONDATRICE, ÉQUIPE PARLEMENTAIRE DE RÉPONSE RAPIDE DE PGA (PARRT)**

Présentation du Code Parlementaire Mondial de Conduite Démocratique de PGA et invitation envers tous les députés à (i) signer le code à titre individuel et (ii) à utiliser le Code en invitant d'autres député.es et candidat.es à le signer également.

Distingués participants :

PROF. IRWIN COTLER

Président, Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne (RWCHR) ; Envoyé spécial sur la commémoration de l'Holocauste et la lutte contre l'antisémitisme ; Membre, Groupe d'expert.es juridiques de haut niveau sur la liberté des médias ; Ancien MP et ministre de la Justice/ Procureur général du Canada

Quelles initiatives ont été faites au niveau international afin de soutenir les civils de pays soumis à des régimes répressifs ? Comment les parlementaires peuvent-ils amplifier davantage les actions de la communauté internationale ? Que peuvent faire les législateurs pour renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire ?

PROF. STAFFAN I. LINDBERG

Directeur, Institut V-Dem

Que disent les données sur l'état actuel de la démocratie dans le monde ? Quels indicateurs les législateurs devraient-ils prendre en compte lorsqu'ils rédigent une législation relative à leurs processus et institutions démocratiques ?

HON. LAURA BOLDRINI, MP (ITALIE)

Présidente du Comité des droits humains, Ancienne présidente de la Chambre des députés italienne.

L'utilisation de l'internet et des médias sociaux pour saper la démocratie. Le rôle des parlementaires afin de légiférer sur les abus des médias sociaux.

**HON. MARCELO COSSAR, MP
(ARGENTINE)**

Législateur provincial, Président du bloc JUNTOS UCR – Législature de Córdoba. Ancien Secrétaire de la Modernisation, Communication et du Développement Stratégique.

Manipulation des technologies de l'information et de la communication (TIC) : Sauvegarder le droit à la vie privée et la liberté d'expression dans les systèmes démocratiques.

MME SANDRA PEPERA

Associée senior et directrice chargée de la section Genre, Femmes et Démocratie, National Democratic Institute (Institut Démocratique National)

Que peuvent faire les législateurs pour soutenir les droits fondamentaux des femmes et des filles dans un contexte difficile et répressif ?



10h45-11h15 – COMMENTAIRES ET TÉMOIGNAGES, QUESTIONS ET RÉPONSES

Écoutons les parlementaires du réseau mondial de PGA provenant de toutes les régions du monde, incluant :

Afghanistan

Burundi

République centrafricaine

Le Salvador

Somalie

Les Philippines

Tunisie

Venezuela

Zimbabwe



11h15-11h25 – RÉSUMÉ DES POINTS D'ACTION ET COMMENTAIRES DES RAPORTEURS PAR DR. DAVID DONAT-CATTIN (SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, PGA) ET MME MELISSA VERPILE (DIRECTRICE, CAMPAGNE POUR LE RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE & LES DROITS HUMAINS, PGA)



11h25-11h30 – MOTS DE CLÔTURE PAR HON. NAVEED QAMAR, MP (PAKISTAN) ; PRÉSIDENT DU CONSEIL INTERNATIONAL DE PGA

À PROPOS DE PGA

L'Action Mondiale des Parlementaires (PGA) est le plus large un réseau international sans but lucratif et non partisan de législateurs engagés avec plus de 1,200 membres dans 132 pays autour du monde.

Il informe et mobilise les parlementaires pour défendre les droits humain et l'État de droit, la démocratie, la sécurité humaine, la non-discrimination et l'égalité des sexes. A travers une méthodologie de pair-à-pair et une stratégie adaptée à la situation de chaque pays, PGA cherche à éduquer, sensibiliser, renforcer la volonté politique des parlementaires et leurs capacités techniques et juridiques à prendre des initiatives concrètes, notamment législatives, qui contribuent aux objectifs des campagnes de PGA.

PGA travaille avec des parlementaires individuels dans leurs contextes et parlements respectifs, et met ensuite cette capacité à profit afin de promouvoir la démocratie, les droits humains et la paix. L'objectif de l'organisation est de contribuer à la création d'un ordre international basé sur l'Etat de droit, pour un monde plus juste, sûr et démocratique. PGA a un statut consultatif général auprès des Nations unies, dont le siège est à New York. Son bureau à La Haye, aux Pays-Bas, favorise la coopération avec les organisations internationales basées à La Haye.

PGA est représenté au niveau national dans les parlements par des groupes nationaux, ce qui crée une durabilité et une appropriation des problématiques.



Parliamentarians for Global Action
Parlamentarios para la Acción Global
Action Mondiale des Parlementaires
برلمانيون من أجل التحرك العالمي



National Assembly
of Belize

42ND ANNUAL FORUM OF PARLIAMENTARIANS FOR GLOBAL ACTION (PGA)



DAY 2:
17 DECEMBER 2021

Second International
Parliamentary Oceans
Day



8 AM – 11:45 AM (EST)



ONLINE EVENT
CO-HOSTED BY THE
PARLIAMENT OF BELIZE



[REGISTER HERE](#)



[CAMPAIGN FOR THE
PROTECTION OF
THE OCEANS AND
IMPLEMENTATION OF
SDG 14](#)

The global COVID-19 pandemic has significantly impacted fisheries and aquaculture food systems. Necessary and life-saving protective measures taken by governments have disrupted national and international seafood supply chains. Fisheries management processes have been adversely impacted in an industry already challenged by hazardous working conditions and other human rights violations. Parliamentarians are in the best position to provide long-lasting solutions that protect fish workers, empower impoverished fishing communities, and secure the right to food.

The Oceans absorb nearly one-third of carbon dioxide emissions and roughly 90% of the excess heat retained by greenhouse gases. Establishing Marine Protected Area networks is critical to maintaining climate change resilience and rebuilding ecological and social resilience. PGA has therefore engaged in a new partnership with the Blue Nature Alliance, highlighting combined efforts to protect 30% of the Oceans by 2030.

Issues for Discussion:

Following up on the commitments made at the first International Parliamentary Oceans Day, lawmakers will work together on exploring creative solutions towards protecting the rights and safety of those working in the fishing industry, while at the same time conserving our oceans to build resilience to climate change, maintain essential biodiversity, and support the air we breathe.

The 42nd Annual Forum is made possible thanks to the core support of:
Sida - Swedish International Development Cooperation Agency



and the campaign support of:

Blue Nature Alliance | Deep Sea Conservation Coalition | Environmental Law Institute | The Pew Charitable Trusts





DAY 2 - 17 DECEMBER 2021

8:00-8:15 INTRODUCTION

Opening Remarks

**MS. MARGARETA CEDERFELT
MP (SWEDEN)**

President of PGA; President, Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE) Parliamentary Assembly

Keynote Address

**SEN. OSMANY SALAS
(BELIZE)**

*Non-Governmental Organizations Representative,
Member of PGA*

8:15-9:15 **SESSION I: CONSERVING OUR OCEANS TO BUILD RESILIENCE TO CLIMATE CHANGE
- PROTECTING 30% BY 2030**

**CO-CHAIRS: HON. KASTHURI PATTO, MP (MALAYSIA), MEMBER OF PGA EXECUTIVE COMMITTEE;
DIP. GRACIELA CAMAÑO (ARGENTINA), MEMBER OF NATURAL RESOURCES AND
CONSERVATION OF THE HUMAN ENVIRONMENT COMMITTEE, 2ND VICE PRESIDENT OF SPECIAL
MODERNIZATION OF PARLIAMENTARY FUNCTIONING, MEMBER OF PGA**

Establishing a network of Marine Protected Areas in the Seychelles

**HON. BERNARD GEORGES, MP
(SEYCHELLES)**

*Parliamentary Leader of Government Business,
Member of PGA*

Global Efforts towards reaching 30% by 2030

**DIP. ALFREDO PACHECO
(DOMINICAN REPUBLIC)**

*President of Chamber of Deputies,
President of Committee on Internal Administration,
Member of PGA*

**DIP. JUAN CRISTÓBAL LLORET
(ECUADOR)**

*Member of Commission of Biodiversity and Natural Resources,
Member of PGA*

**HON. ANGELA BROWN-BURKE
(JAMAICA)**

Member of PGA

**HON. HAMUNYERA HAMBYUKA,
MP (NAMIBIA)**

*Government Chief Whip,
Member of PGA*

MR. JOAQUÍN LABOUGLE

*Latin America & Caribbean Regional Program Officer,
Blue Nature Alliance*



9:15-9:45

DISCUSSION AMONG PARTICIPANTS

9:45-10:30 SESSION II: PROTECTING FISH WORKERS, EMPOWERING FISHING COMMUNITIES, AND SECURING THE RIGHT TO FOOD

**CO-CHAIRS: HON. CATARINA DIMANDE, MP (MOZAMBIQUE), CHAIRPERSON OF COMMITTEE ON INTERNATIONAL RELATIONS, COOPERATION AND COMMUNITIES;
& HON. MILLIE ODHIAMBO, MP (KENYA), MEMBER OF PGA EXECUTIVE COMMITTEE**

Empowering Fisher Communities: A Rights-based Approach to Fisheries Management

**HON. FAITH MUTHAMBI, MP
(SOUTH AFRICA)**

Chair of Portfolio Committee on Environment Forestry and Fisheries

ATANASIO BRITO, Ph.D.

Senior Director, Mozambique Program, RARE/Fish Forever

Sustainable Financing for the Long-term Stewardship of Small-Scale Fisheries and Marine Protected Areas

XIAO RECIO BLANCO, Ph.D.

Director of Ocean Program, Environmental Law Institute

Ratifying the IMO's Cape Town Agreement – A deadline of less than 1 year

HON. SEMI KOROILAVESAU, MP (FIJI)

Minister of Fisheries

**HON. KWAME ANYIMADU-ANTWI,
MP (GHANA)**

*Chair of the Constitutional, Legal and Parliamentary Affairs Committee,
Member of PGA*

MR. JOHANNES MUZANIMA

*Chief Ship Surveyor,
Ministry of Works and Transport of the Republic of Namibia*



10:30-11:00

QUESTIONS/COMMENTS FROM PARTICIPANTS

11:00-11:20 LAUNCH OF PGA'S PROJECT ON THE CONSERVATION OF THE DEEP SEABED

SIAN OWEN

Director, Deep Sea Conversation Coalition

MS. PETRA BAYR, MP (AUSTRIA)

PGA Treasurer



11.20-11:30

ADOPTION OF THE PLAN OF ACTION - SUMMARY BY THE RAPPORTEURS
CO-RAPPORTEURS: DAVID DONAT CATTIN, Ph.D., PGA SECRETARY-GENERAL;
MS. LEYLA NIKJOU (LL.M), SENIOR ADVISOR, PGA OCEANS CAMPAIGN



11:30-11:45

CLOSING REMARKS BY THE HOSTS
HON. NAVEED QAMAR, MP (PAKISTAN), MEMBER OF THE PGA EXECUTIVE COMMITTEE;
HON. VALERIE WOODS, SPEAKER OF THE PARLIAMENT OF BELIZE, MEMBER OF THE PGA EXECUTIVE COMMITTEE

BACKGROUND

The future of sustainable small-scale fisheries (SSF) is inextricably linked to all other areas of maritime governance – from illegal, unreported, and unregulated (IUU) fishing to Marine Protected Areas (MPAs).

IUU fishing is widely associated with human rights' violations and crimes such as piracy, forced labour, human trafficking, and arms and narcotics smuggling. Its ability to undermine national and regional efforts to manage fisheries, as well as efforts to conserve marine biodiversity, make IUU fishing one of the greatest threats to marine ecosystems. IUU fishing occurs in all dimensions of fisheries: the high seas, areas within national jurisdiction, and all stages of the capture and utilization of seafood. Those involved in IUU fishing take advantage of administrations and management regimes that lack the capacity and resources for effective monitoring, control, and surveillance. As a result, fisheries resources typically available to *bona-fide* fishers are removed by IUU fishing, leading to the collapse of local fisheries. This especially impacts small-scale fisheries.¹

MPA management benefits from the involvement of local fishers in the impact on marine conservation, but also can generate socioeconomic benefits for the fishers themselves. In turn, small-scale fisheries are successfully managed when fishers are actively engaged in MPA management practices. Since fishers are key actors in SSF management, constructive interactions with MPA management bodies are crucial to successful SSF management. This includes enforcement of fisheries rules within MPAs, SSF catch data collection for scientific monitoring, and the promotion of sustainable fisheries initiatives.² Research has shown, for example in the Mediterranean, that fish stocks are healthier, fishers' incomes are higher, and the social acceptance of management practices is fostered if: MPAs are highly enforcement; there is an MPA management plan; fishers are engaged in MPA management; fishers are represented in the MPA board; and sustainable fishing practices are promoted.³

1 www.fao.org/iuu-fishing/en/

2 www.iucn.org/sites/dev/files/content/documents/fishmpablue_7_final_brochure_en.pdf

3 www.nature.com/articles/srep38135#citeas

BACKGROUND

Deep seabed mining (DSM), which is the process of mining the deep seabed to access mineral deposits, has not yet begun on a commercial scale but will have unknown detrimental effects on large portions of the Ocean.⁴ As the world's largest biome, the deep sea not only accounts for 90 percent of the marine environment, but is also one of the most inaccessible areas on earth. Many experts urge extreme caution, considering the inevitable and likely irreversible biodiversity loss if deep-sea mining is permitted.⁵ As part of the balanced ecosystem that sustains both our planet and numerous livelihoods, DSM can have a significantly negative impact on various areas, including the immense impact diminished fish stocks will have on communities that depend on fish as their main source of protein or income.

Small-scale fisheries (SSF) provide their communities with a vital source of protein and can be essential to individual and community livelihoods. Because of the social and economic importance of SSF it is necessary to protect access to the fisheries resources on which communities depend through increased sustainability. SSF provide employment and nutrition to millions of coastal families and communities as well as generating income that contributes to national economies. Approximately half of those employed in SSF are women presenting opportunities for women's economic empowerment. However, SSF are not without their challenges. Rapid technological and societal change have affected traditional practices and jeopardized the small-scale fishers access to fisheries resources. Decades of over-exploitation of the marine environment threaten the ecosystems traditionally harvested by SSF.

Each of these aspects of maritime governance contribute to a more sustainable future for the Ocean and its resources, and protect the lives and livelihoods of those who depend on the Ocean. An inclusive and integrated approach to maritime governance makes for more effective Marine Protected Areas, protection against IUU fishing, a moratorium on deep seabed mining, and sustainability of small-scale fisheries.

4 www.savethehighseas.org/wp-content/uploads/2020/06/DSCC_FactSheet2_DSM_science_4pp_web.pdf

5 www.savethehighseas.org/wp-content/uploads/2020/06/DSCC_FactSheet1_DSM_intro_2pp_web.pdf